

J.O. N° 6081 du samedi 4 janvier 2003

LOI n° 2002-26 du 9 décembre 2002 autorisant le Président de la République À ratifier le protocole pour la répression des actes illicites de violence dans les aéroports servant À l'aviation civile internationale, complémentaire À la Convention pour la répression d'actes illicites dirigés contre la sécurité de l'aviation civile, signé À Montréal le 24 février 1988.

EXPOSE DES MOTIFS

Pour réprimer tous les actes de violence à l'encontre d'une personne se trouvant à bord d'un aéronef, la destruction d'un aéronef en service et la mise en place d'un dispositif ou de substances propres à détruire un aéronef ou à lui causer des dommages de nature à le rendre inapte au vol, la Convention pour la répression d'actes illicites dirigés contre la sécurité de l'aviation civile a été signée, sous les auspices de l'Organisation de l'Aviation civile internationale (OACI), le 23 septembre 1971 à Montréal. (Le Sénégal a exprimé son consentement à être lié à cette convention le 14 juillet 1978).

Sont également compris dans le champ d'application de cette convention, les actes de destruction, d'endommagement ou de perturbation des installations ou des services de navigation aérienne ainsi que la communication délibérée de fausses informations pouvant compromettre la sécurité d'un aéronef.

Dix-sept ans plus tard, face à la recrudescence de la violence dans les aéroports servant à la navigation civile internationale, la nécessité de compléter ladite convention s'est fait sentir.

C'est ainsi que les Etats participant à la Conférence Internationale de Droit aérien, tenue à Montréal du 9 au 24 février 1988, ont adopté le protocole pour la répression des actes illicites de violence dans les aéroports servant à l'Aviation civile internationale.

A travers ce protocole, sont désormais punis tous les actes de violence à l'encontre d'une personne se trouvant non seulement à bord d'un aéronef mais aussi dans un aéroport servant à l'aviation civile internationale.

En effet, conformément aux dispositions de l'article 2 dudit Protocole, commet une infraction toute personne qui, illicitement et intentionnellement, à l'aide d'un dispositif, d'une substance ou d'une arme :

- ▶ Accomplit à l'encontre d'une personne, dans un aéroport servant à l'aviation civile internationale, un acte de violence qui cause ou qui est de nature à causer des blessures graves ou la mort ;
- ▶ Détruit ou endommage gravement des aéronefs se trouvant dans un aéroport (même s'ils ne sont pas en service) ; ou
- ▶ Interrompt les services d'un aéronef.

Tout Etat partie au Protocole prendra les mesures nécessaires pour établir sa compétence aux fins de connaître des infractions citées ci-dessus, dans le cas où l'auteur présumé de l'une d'elles se trouve sur son territoire, ou alors le fera extradier.

Le présent Protocole qui est déjà entré en vigueur avec le dépôt du dixième instrument de ratification, reste ouvert à la ratification de tout Etat signataire.

En ce qui concerne le Sénégal qui a signé le Protocole le 24 février 1988, deux arguments majeurs militent en faveur de la ratification de cet instrument juridique international :

- ▶ À l'heure actuelle, les actes illicites de violence dans les aéroports sont réprimés dans le cadre de la lutte contre toutes les formes de terrorisme ;
- ▶ De plus, l'adhésion aux principes énoncés dans le Protocole de Montréal pour la répression des actes précités est une condition nécessaire pour notre pays, par rapport à l'accord de transport aérien conclu avec les Etats- Unis d'Amérique le 11 janvier 2001 à Washington.
- ▶ Telle est l'économie du présent projet de loi.

L'Assemblée nationale a adopté, en sa séance du mardi 26 novembre 2002 ;

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article unique. - Le Président de la République est autorisé à ratifier le Protocole pour la répression des actes illicites de violence dans les aéroports servant à l'aviation civile internationale, complémentaire à la Convention pour la répression d'actes illicites dirigés contre la sécurité de l'aviation civile, signé à Montréal, le 24 février 1988.

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Dakar le 09 décembre 2002

Abdoulaye WADE.

Par le Président de la République,

Le Premier Ministre,

Idrissa SECK.

PROTOCOLE

Pour la répression des actes illicites de violence dans les aéroports servant à l'aviation civile internationale, complémentaire à la Convention pour la répression d'actes illicites dirigés contre la sécurité de l'aviation civile, faite à Montréal le 23 septembre 1971.

Les Etats parties au présent protocole,

Considérant que les actes illicites de violence qui compromettent ou sont de nature à compromettre la sécurité des personnes dans les aéroports servant à l'aviation civile internationale ou qui mettent en danger la sécurité de l'exploitation de ces aéroports, minent la confiance des peuples du monde dans la sécurité de ces aéroports et perturbent la sécurité et la bonne marche de l'aviation civile pour tous les Etats.

Considérant que de tels actes préoccupent gravement la communauté internationale et que dans le but de prévenir ces actes, il est urgent de prévoir les mesures appropriées en vue de la punition de leurs auteurs.

Considérant qu'il est nécessaire d'adopter les dispositions complémentaires à celles de la Convention pour la répression d'actes illicites dirigés contre la sécurité de l'aviation civile, faite à Montréal, le 23 septembre 1971, en vue de traiter de tels actes illicites de violence dans les aéroports servant à l'aviation civile internationale.

SONT CONVENUS DES DISPOSITIONS SUIVANTES :

Article premier

Le présent protocole complète la Convention pour la répression d'actes illicites dirigés contre la sécurité de l'aviation civile, faite à Montréal le 23 septembre 1971 (nommée ci-après " la convention "), et, entre les Parties au présent protocole seront considérés et interprétés comme un seul et même instrument.

Article II

1. à l'article 1er de la convention, le nouveau paragraphe 1 bis suivant est ajouté :
" 1 bis. Commet une infraction pénale toute personne qui, illicitement et intentionnellement, à l'aide d'un dispositif, d'une substance ou d'une arme :

a) accomplit à l'encontre d'une personne, dans un aéroport servant à l'aviation civile internationale, un acte de violence qui cause ou est de nature à causer des blessures graves ou la mort ; ou

b) détruit ou endommage gravement les installations d'un aéroport servant à l'aviation civile internationale ou des aéronefs qui ne sont pas en service et qui se trouvent dans l'aéroport ou interrompt les services de l'aéroport, si cet acte compromet ou est de nature à compromettre la sécurité dans cet aéroport. "

2. Au paragraphe 2, alinéa a, de l'article 1er de la convention, les mots suivants sont insérés après les mots " paragraphe 1er " :

« ou au paragraphe 1 bis ».

Article III

A l'article 5 de la convention, le paragraphe 2 bis suivant est ajouté :
« 2 bis. Tout Etat contractant prend également les mesures nécessaires pour établir sa compétence aux fins de connaître des infractions prévues au paragraphe 1 bis de l'article 1er et au paragraphe 2 du même article, pour autant que ce dernier paragraphe concerne lesdites infractions, dans le cas où l'auteur présumé de l'une d'elles se trouve sur son territoire et où ledit Etat ne l'extrade pas conformément à l'article 8 vers l'Etat visé à l'alinéa a) du paragraphe 1er du présent article. »

Article IV

Le présent protocole sera ouvert le 24 février 1988 à Montréal à la signature des Etats participant à la Conférence internationale de droit aérien, tenue à Montréal du 9 au 24 février 1988. Après le 1er mars 1988, il sera ouvert à la signature de tous les Etats à Londres, à Moscou, à Washington et à Montréal, jusqu'à son entrée en vigueur conformément à l'article VI.

Article V

1. Le présent protocole sera soumis à la ratification des Etats signataires.
2. Tout Etat qui n'est pas Etat contractant à la convention peut ratifier le présent protocole si en même temps il ratifie la convention, ou adhère à la convention, conformément à l'article 15 de celle-ci.
3. Les instruments de ratification seront déposés auprès des gouvernements des Etats-Unis d'Amérique, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, ou de l'Organisation de l'Aviation civile internationale, qui sont désignés par les présentes comme dépositaires.

Article VI

1. Lorsque le présent protocole aura réuni les ratifications de dix Etats signataires, il entrera en vigueur entre ces Etats le trentième jour après le dépôt du dixième instrument de ratification. A l'égard de chaque Etat qui le ratifiera par la suite, il entrera en vigueur le trentième jour après le dépôt de son instrument de ratification.
2. Dès son entrée en vigueur, le présent protocole sera enregistré par les dépositaires, conformément aux dispositions de l'article 102 de la Charte des Nations-unies et de l'article 83 de la Convention relative à l'Aviation civile internationale (Chicago, 1944).

Article VII

1. Après son entrée en vigueur, le présent protocole sera ouvert à l'adhésion de tout Etat non signataire.
2. Tout Etat qui n'est pas Etat contractant à la convention peut adhérer au présent protocole si en même temps il ratifie la convention, conformément à l'article 15 de celle-ci.
3. Les instruments d'adhésion seront déposés auprès des dépositaires et l'adhésion produira ses effets le trentième jour après ce dépôt.

Article VIII

1. Toute Partie au présent protocole pourra le dénoncer par voie de notification écrite adressée aux dépositaires.
2. La dénonciation produira ses effets six mois après la date à laquelle la notification aura été reçue par les dépositaires.
3. La dénonciation du présent protocole n'aura pas d'elle-même l'effet d'une dénonciation de la convention.
4. La dénonciation de la Convention par un Etat contractant à la Convention complétée par le présent protocole aura aussi l'effet d'une dénonciation du présent protocole.

Article IX

1. Les dépositaires informent rapidement tous les Etats qui auront signé le présent protocole ou y auront adhéré, ainsi que tous les Etats qui auront signé la Convention ou y auront adhéré :

a) de la date de chaque signature et de la date du dépôt de chaque instrument de ratification du présent protocole ou d'adhésion à celui-ci,

b) de la réception de toute notification de dénonciation du présent protocole, et de la date de cette réception.

2. Les dépositaires notifieront également aux Etats mentionnés au paragraphe 1er de la date à laquelle le présent protocole est entré en vigueur conformément à l'article VI.

EN FOI DE QUOI les plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés, ont signé le présent protocole

FAIT à Montréal, le vingt- quatrième jour du mois de février de l'an mil neuf cent quatre-vingt- huit, en quatre originaux, chacun en quatre textes authentiques rédigés dans les langues française, anglaise, espagnole et russe.